

DÉLIBÉRATION 2018 22-

Acceptation du protocole de sortie n°1

Séance du Comité Syndical du 11 juillet 2018

EXPOSÉ DES MOTIFS

Par délibération en date du 21 juin 2018, le Comité syndical a :

- décidé de refuser de procéder au versement de la compensation financière demandée par le délégataire et d'en tirer les conséquences contractuelles ;
- constaté, en application de l'article 63.3, la résiliation de la Convention au 25 juin 2018 ;
- demandé à la société Autolib' la production de tous les justificatifs, données financières et le bilan de clôture afin de pouvoir évaluer l'indemnité de sortie ;
- autorisé, afin d'encadrer et de sécuriser la résiliation, Madame la Présidente du Syndicat à négocier un protocole de sortie de la Convention avec la Société Autolib' afin de régler l'ensemble des modalités de clôture du contrat, dans l'intérêt des usagers du service public.

Le 25 juin 2018, le Syndicat et la Société Autolib' ont acté un protocole de sortie n°1 qui a pour objet, d'une part, de convenir des modalités d'arrêt techniques, financières et opérationnelles de l'activité d'exploitation d'Autolib' (c'est-à-dire, les services de la Concession consistant à mettre à disposition des abonnés les véhicules BLUECAR ou à permettre la recharge d'autres véhicules électriques – l'« Activité d'Exploitation d'Autolib' ») et, d'autre part, de prévenir tout différend entre le Syndicat et la Société Autolib' qui pourrait découler de l'arrêt immédiat de cette activité à la date du 25 juin 2018. Il n'a en aucun cas vocation à définir ou préciser les modalités d'indemnisation de la Société Autolib'.

Ce protocole de sortie n°1 prévoit la conclusion d'autres protocoles consécutifs et notamment celle d'un protocole de sortie n°2, en cours de finalisation, précisant le calendrier, les modalités et conditions techniques de remise des biens d'ici le 31 août 2018.

Dès que l'impact financier de ces protocoles pourra être précisé, les crédits nécessaires seront inscrits dans le cadre d'une décision modificative.

Je vous prie, mes chers (ères) collègues, de bien vouloir en délibérer.

La Présidente

DÉLIBÉRATION 2018 22 -

Acceptation du protocole de sortie n°1

Séance du Comité Syndical du 11 juillet 2018

Vu la loi n° 93-122 du 29 janvier 1993 relative à la prévention de la corruption et à la transparence de la vie économique et des procédures publiques ;

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les statuts du Syndicat Mixte Autolib' et Vélib' Métropole en date du 8 février 2017 ;

Vu la Convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques conclue le 25 février 2011 avec la société Autolib' ;

Vu la Délibération 2018-18 amendée du 21 juin 2018, portant sur le constat de la notification par la Société Autolib' du défaut d'intérêt économique de la convention de délégation de service public pour la mise en place, la gestion et l'entretien d'un service d'automobiles électriques en libre-service et d'une infrastructure de recharge de véhicules électriques, sur le refus de verser la compensation spécifiée à l'article 63.2.2 de cette convention et sur le constat, en conséquence, de la résiliation de la convention,

Considérant que l'article 63 de la Convention définit l'hypothèse en vertu de laquelle, à l'initiative du concessionnaire, la Convention peut être résiliée en raison du défaut d'intérêt économique ;

Considérant que la société Autolib' a, par son courrier en date du 25 mai 2018, déclenché formellement la procédure de résiliation définie par l'article 63 de la Convention dans la mesure où elle y soutient que « le défaut d'intérêt économique de la Concession ne fait pas de doute » ;

Considérant que conformément aux dispositions de l'article 63.2.2 de la Convention le Syndicat disposait d'un délai de trois mois à compter de la réception du courrier par lequel la société Autolib' avait notifié le défaut d'intérêt économique pour procéder au versement de la compensation financière définie par l'article 63.2.2 de la Convention ;

Considérant qu'en application de l'article 63.3 de la Convention, le Syndicat pouvait, dans un délai d'un mois à compter de la notification par le concessionnaire du défaut d'intérêt économique, notifier à ce dernier sa décision de refuser le versement de la compensation définie par l'article 63.2.2 de la Convention ;

Considérant que dans ce cas, en application du même article 63.3 de la Convention, le refus de versement de la compensation financière emportait la résiliation automatique de la Convention dans le délai d'un mois suivant la réception par le Syndicat de la notification par le concessionnaire du défaut d'intérêt économique ;

Considérant que le Syndicat a proposé à la Société Autolib', dans l'intérêt des usagers du service public, de différer, par avenant à la Convention, la prise d'effet de cette résiliation ;

Considérant que la Société Autolib' a formellement refusé par courrier en date du 19 juin 2018 de conclure un avenant permettant de différer la prise d'effet de la résiliation ;

Considérant par ailleurs qu'en égard aux conséquences techniques et financières résultant de cette résiliation en application de l'article 63.3 de la Convention, la conclusion d'un protocole de sortie avec la société Autolib' est toutefois nécessaire afin de régler l'ensemble des modalités de clôture du contrat, dans l'intérêt des usagers du service public ;

Considérant que le Comité syndical a, dans le cadre de la délibération 2018-18 susvisée autorisé la Présidente à négocier ce protocole de sortie de la Convention avec la Société Autolib' ;

Considérant que les parties ont signé ledit protocole (n°1) sous réserve de sa régularisation par le comité syndical, qui prévoit que les parties s'engagent à convenir d'un protocole de sortie (n°2) précisant le calendrier, les modalités et conditions techniques de remise des biens d'ici le 31 août 2018,

Considérant que dans l'hypothèse où des remises en état seraient jugées inopportunes par le Syndicat et la ville concernée au regard du devenir des stations et espaces, un accord transactionnel, au vu l'état des lieux, devrait être envisagé,

Le Comité syndical, après en avoir délibéré,

Article 1 : APPROUVE le protocole de sortie n°1 ci-annexé,

Article 2 : AUTORISE Madame la Présidente du Syndicat à prendre toutes mesures nécessaires à la mise en œuvre de ce protocole ainsi que la conclusion et la mise en œuvre de protocoles consécutifs,

Article 3 : AUTORISE Madame la Présidente du Syndicat à négocier, le cas échéant, avec le groupe Bolloré, d'éventuelles transactions dans l'hypothèse où les procès-verbaux constatant l'état de certains espaces et/ou stations feraient apparaître la nécessité d'une remise en état de ces derniers, laquelle serait toutefois jugée inopportune, eu égard au sort envisagé de ces espaces et stations, par le Syndicat et la collectivité sur le territoire de laquelle le bien est situé.

La Présidente,



Baratti-Elbaz
Catherine Baratti-Elbaz
Maire du 12^e arrondissement

